Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac Pro Géomètre, veuillez visiter :
bacprogeometre.fr/annales-sujets-et-corriges

BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL

GÉOMÈTRE

SESSION 2026

GESTION ET ÉCONOMIE D'ENTREPRISE : ÉTUDE D'UNE SITUATION D'ENTREPRISE

Coefficient : 1,0 indicatif Durée : 2 heures

Aucun document ou matériel autorisé en dehors de ceux fournis avec le sujet.

Composition de l'épreuve	Support
PARTIE 1 : Analyse juridique d'un différend contractuel (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 2 : Analyse managériale et stratégique (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 3 : Analyse économique et gestion financière (6 points)	Dossier Questionnement
DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES (DT 1, DT 2, DT 3)	Fourni avec le sujet
DOCUMENTS RÉPONSES (DR 1) : À RENDRE AVEC LA COPIE	Fin de sujet

L'usage de calculatrice avec mode examen actif est autorisé. L'usage de calculatrice sans mémoire, « type collège », est autorisé.

Ce sujet comporte 9 pages numérotées de 1/9 à 9/9.
Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

LES DOCUMENTS RÉPONSES SITUÉS EN FIN DE DOSSIER SONT À COMPLÉTER ET À RENDRE OBLIGATOIREMENT AVEC LA COPIE.

DOSSIER SUJET

MISE EN SITUATION PROFESSIONNELLE ET CONSIGNES GÉNÉRALES : CABINET ALTIS MESURES, ENTREPRISE FICTIVE SITUÉE À ANGERS (MAINE-ET-LOIRE)

Précision sur l'intitulé : les éléments réglementaires disponibles identifient la spécialité de baccalauréat professionnel « géomètre », mais ne permettent pas d'établir l'existence d'une unité nationale autonome intitulée « Gestion et économie d'entreprise », ni son code, sa durée ou son coefficient officiels. Les références de durée et de coefficient ci-dessus sont des paramètres indicatifs de composition et ne constituent pas une attribution réglementaire.

Le cabinet Altis Mesures est une société par actions simplifiée fictive de 18 salariés, spécialisée dans les relevés topographiques, les plans fonciers, le suivi de chantiers et la production de données numériques pour des collectivités et des entreprises du bâtiment. Elle se positionne sur la réactivité, la fiabilité des relevés et l'exploitation de méthodes de travail numériques. En 2025, elle a connu une hausse de son chiffre d'affaires, mais doit décider comment répondre à une demande croissante tout en maîtrisant ses coûts et les risques contractuels.

Vous travaillez au sein du cabinet. À partir des documents DT 1 à DT 3, vous analyserez un différend contractuel, établirez un diagnostic stratégique et exploiterez les données financières et commerciales. Répondez de façon structurée et justifiez vos calculs. Le barème des trois parties totalise 20 points.

PARTIE 1 : Analyse juridique d'un différend contractuel (7 points)

Qualifier les faits et appliquer le syllogisme juridique

Le 3 février 2025, Altis Mesures a accepté par écrit la commande de la société Aménagement Loire pour un relevé topographique et un plan numérique d'un terrain destiné à un dossier de permis d'aménager. Le devis accepté fixe un prix de 12 000 euros hors taxes et une remise des livrables au plus tard le 28 février 2025. Il comporte une clause ainsi rédigée : « En cas de retard, l'indemnisation totale due par le prestataire ne pourra excéder 5 % du prix de la prestation. »

Altis Mesures a remis le plan le 14 mars 2025. Le client affirme que ce retard a entraîné le report du dépôt de son dossier et réclame 4 000 euros de dommages et intérêts. Altis Mesures soutient que le retard est lié à une panne d'un équipement dont le remplacement a pris plusieurs jours et invoque la clause limitative. Aucun élément du dossier ne précise qu'une force majeure a été reconnue, ni ne chiffre les pertes effectivement subies par le client.

À l'aide des documents DT 1 et DT 2, construisez votre réponse selon les étapes suivantes : qualification juridique des faits, problème de droit, règle de droit applicable, solution motivée au regard de l'espèce.

Repères du différend contractuel

Élément	Donnée
Prestataire	Altis Mesures, SAS fictive
Client	Aménagement Loire, société
Prestation	Relevé topographique et plan numérique
Prix convenu	12 000 euros hors taxes
Date limite contractuelle	28 février 2025
Date effective de remise	14 mars 2025
Plafond prévu par la clause	5 % du prix de la prestation
Somme réclamée par le client	4 000 euros

Données communiquées dans la situation

1.1 (1,5 point) Qualifiez juridiquement les faits et les parties. Identifiez la nature du contrat, l'obligation dont l'exécution est discutée et le manquement invoqué.

1.2 (1 point) Formulez le problème de droit auquel le juge pourrait être appelé à répondre.

1.3 (2 points) Présentez les règles de droit applicables en vous appuyant sur les dispositions pertinentes du DT 1 et sur la décision reproduite au DT 2. Précisez les conditions dans lesquelles la clause limitative de réparation peut être écartée.

1.4 (2,5 points) Résolvez le litige de manière motivée. Distinguez le constat du retard, l'effet possible de la clause limitative et la nécessité pour le client d'établir la réalité et le montant du préjudice indemnisable. Indiquez quels éléments factuels supplémentaires seraient utiles à l'examen de la demande de 4 000 euros.

PARTIE 2 : Analyse managériale et stratégique (7 points)

Établir un diagnostic interne et externe, puis proposer des choix cohérents

La direction d'Altis Mesures constate une hausse des demandes de relevés et de plans numériques, notamment pour des opérations d'aménagement et de rénovation. Elle envisage d'investir dans un équipement de relevé supplémentaire et de renforcer la formation de l'équipe. Les informations disponibles sont regroupées au DT 3 et ci-dessous. Le cabinet ne dispose pas d'une enquête chiffrée complète sur les parts de marché des concurrents.

Éléments de contexte : plusieurs collectivités publient des marchés de prestations topographiques ; les outils de traitement numérique évoluent rapidement ; les donneurs d'ordre sont attentifs aux délais, à la traçabilité des données et à la sécurité des interventions ; les coûts de déplacement et de maintenance des équipements pèsent sur les charges. Une part importante de l'activité dépend de contrats conclus avec des entreprises d'aménagement et des collectivités.

Éléments de diagnostic stratégique

Dimension	Élément constaté
Interne	Équipe de 18 salariés, dont des techniciens expérimentés en relevés et plans numériques
Interne	Activité en croissance et portefeuille de clients professionnels et publics
Interne	Capacité de production parfois saturée pendant les périodes de forte demande
Interne	Coûts de déplacement, de maintenance et de renouvellement du matériel à surveiller
Externe	Possibilité de répondre à des marchés publics et à des projets d'aménagement
Externe	Évolution des outils numériques permettant d'améliorer la productivité et la qualité des livrables
Externe	Concurrence d'autres cabinets sur les prix, les délais et la couverture géographique
Externe	Exigences renforcées des clients concernant les délais, la sécurité et la fiabilité des données

Informations de gestion communiquées par la direction

2.1 (2 points) Réalisez un diagnostic interne et externe sous la forme d'une matrice SWOT. Présentez au moins deux forces, deux faiblesses, deux opportunités et deux menaces, chacune justifiée par une information du dossier.

2.2 (2 points) Construisez une analyse PESTEL adaptée à Altis Mesures. Présentez au moins quatre facteurs relevant de dimensions différentes et expliquez leur effet possible sur l'activité du cabinet. Distinguez les faits fournis des conséquences que vous en déduisez.

2.3 (1,5 point) Analysez le choix envisagé d'investir dans un équipement supplémentaire et de renforcer la formation. Présentez un avantage attendu et un risque ou une contrainte pour chacun de ces deux choix, en tenant compte de la situation de l'entreprise.

2.4 (1,5 point) Formulez deux préconisations hiérarchisées pour améliorer la position d'Altis Mesures. Pour chacune, indiquez l'objectif poursuivi et un indicateur permettant d'en suivre les résultats.

PARTIE 3 : Analyse économique et gestion financière (6 points)

Calculer et interpréter des indicateurs de gestion

Les données du DT 3 concernent l'activité d'Altis Mesures. Pour le calcul du seuil de rentabilité 2025, les charges variables sont supposées proportionnelles au chiffre d'affaires et les charges fixes sont supposées stables sur la période étudiée. Le chiffre d'affaires régional total communiqué est une estimation de marché fournie à titre de donnée de travail. Présentez les formules, les calculs et les unités, puis interprétez les résultats.

Données nécessaires aux calculs

Indicateur	2024	2025
Chiffre d'affaires	1 200 000	1 320 000
Charges variables	552 000	594 000
Charges fixes d'exploitation	564 000	620 000
Résultat d'exploitation	84 000	106 000
Chiffre d'affaires régional estimé	11 000 000	12 000 000

Montants en euros, sauf indication contraire

3.1 (1 point) Calculez le taux d'évolution du chiffre d'affaires entre 2024 et 2025. Présentez le calcul et interprétez le résultat.

3.2 (1,5 point) Pour 2025, calculez la marge sur coûts variables, le taux de marge sur coûts variables et le résultat d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires. Interprétez brièvement ces indicateurs.

3.3 (1,5 point) Calculez le seuil de rentabilité 2025 en chiffre d'affaires à partir des hypothèses données. Calculez ensuite la marge de sécurité en euros et indiquez ce qu'elle signifie pour le cabinet.

3.4 (1 point) À partir du chiffre d'affaires 2025 et de l'estimation du chiffre d'affaires régional total, calculez la part de marché estimée d'Altis Mesures. Indiquez une limite de cet indicateur au regard des informations fournies.

3.5 (1 point) La direction envisage une hausse de 8 % du chiffre d'affaires en 2026, sans modification du taux de charges variables, tandis que les charges fixes progresseraient de 40 000 euros par rapport à 2025. À l'aide des données du DT 3, estimez le résultat d'exploitation 2026. Présentez le calcul et indiquez si ce scénario améliorerait le résultat par rapport à 2025.

DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES

Documents ressources nécessaires à la résolution du sujet

DT 1 : RÈGLES DE DROIT APPLICABLES AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Code civil, article 1103 : « Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. »

Code civil, article 1170 : « Toute clause qui prive de sa substance l'obligation essentielle du débiteur est réputée non écrite. »

Code civil, article 1217 : la partie envers laquelle l'engagement n'a pas été exécuté, ou l'a été imparfaitement, peut notamment refuser d'exécuter ou suspendre l'exécution de sa propre obligation, poursuivre l'exécution forcée en nature, obtenir une réduction du prix, provoquer la résolution du contrat ou demander réparation des conséquences de l'inexécution. Les sanctions compatibles peuvent être cumulées ; des dommages et intérêts peuvent toujours s'y ajouter.

Code civil, article 1231-1 : le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts en raison de l'inexécution de l'obligation ou du retard dans l'exécution, à moins qu'il ne justifie que l'exécution a été empêchée par la force majeure.

Code civil, article 1231-3 : le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qui pouvaient être prévus lors de la conclusion du contrat, sauf lorsque l'inexécution est due à une faute lourde ou dolosive.

Dans le litige présenté, la commande acceptée fixe une échéance contractuelle. Il appartient au juge, si le différend lui est soumis, d'examiner les faits, les justificatifs du préjudice et la portée de la clause au regard de l'obligation essentielle convenue.

DT 2 : DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION RELATIVE À UNE CLAUSE LIMITATIVE DE RÉPARATION

Cour de cassation, chambre commerciale, 22 octobre 1996, pourvoi n° 93-18.632, affaire Chronopost.

Visas : articles 1131 et 1150 du Code civil dans leur rédaction alors applicable.

Attendu de principe, formulation synthétique : la clause limitative de responsabilité qui contredit la portée de l'engagement pris par le débiteur au titre d'une obligation essentielle peut être réputée non écrite. Dans cette affaire, l'engagement essentiel de célérité pris par le transporteur était mis en cause par le retard de livraison et par la limitation contractuelle de réparation.

Motivation et portée : la décision invite à apprécier concrètement si l'application de la clause vide l'obligation essentielle de sa substance. Elle ne signifie pas que toute clause plafonnant une indemnisation est automatiquement écartée. Pour les contrats soumis au droit actuel, l'article 1170 du Code civil prévoit que la clause privant l'obligation essentielle de sa substance est réputée non écrite. Le candidat doit rapprocher cette règle des stipulations et des faits de la situation étudiée, sans assimiler automatiquement tout retard à une faute lourde ou à une inexécution de même nature que celle examinée dans l'affaire Chronopost.

DT 3 : TABLEAU DE BORD FINANCIER ET COMMERCIAL D'ALTIS MESURES

Les comptes simplifiés ci-dessous sont établis pour les besoins de l'étude. Les montants sont exprimés en euros. Le résultat d'exploitation correspond ici au chiffre d'affaires diminué des charges variables et des charges fixes d'exploitation. Les données de marché sont des estimations communiquées par la direction et ne constituent pas une mesure indépendante.

Données financières et commerciales

Donnée	2024	2025
Chiffre d'affaires	1 200 000	1 320 000
Charges variables	552 000	594 000
Charges fixes d'exploitation	564 000	620 000
Résultat d'exploitation	84 000	106 000
Chiffre d'affaires régional total estimé	11 000 000	12 000 000
Effectif salarié	18	18

Données simplifiées communiquées par la direction du cabinet

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 1 : Document réponse à rendre avec la copie : parties 1, 2 et 3 **À RENDRE AVEC LA COPIE**

Complétez directement les tableaux. Pour la partie juridique, rédigez des réponses complètes dans les cases prévues et respectez les quatre étapes du syllogisme juridique. Pour les calculs, indiquez les formules, les remplacements numériques, les résultats et les unités.

Grille d'analyse de la situation juridique

Étape du raisonnement juridique	Réponse du candidat
Qualification juridique des faits et des parties	.....
Problème de droit	.....
Règle de droit applicable	.....
Solution motivée de l'espèce	.....

À compléter pour la question 1.3

Matrice de diagnostic stratégique

Diagnostic interne ou externe	Éléments du dossier et analyse
Forces	.....
Faiblesses	.....
Opportunités	.....
Menaces	.....
Facteurs PESTEL et effets possibles	.....
Préconisations et indicateurs de suivi	.....

À compléter pour les questions 2.1 et 2.2

Tableau de calculs de gestion

Indicateur	Formule et calcul	Résultat et interprétation
Évolution du chiffre d'affaires 2024-2025	.....	.....
Marge sur coûts variables 2025	.....	.....
Taux de marge sur coûts variables 2025	.....	.....
Résultat d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires 2025	.....	.....
Seuil de rentabilité 2025	.....	.....
Marge de sécurité 2025	.....	.....
Part de marché estimée 2025	.....	.....
Résultat d'exploitation estimé 2026	.....	.....

À compléter pour les questions 3.1 à 3.5

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.